

ÉVALUATION FINALE DU PROGRAMME DGD (2017 - 2021) ENTRAIDE & FRATERNITÉ

Réponse Managériale – Rapport Volet Nord

1. Contexte

Les recommandations proposées ci-après, desquelles résultent les réponses managériales, sont basées sur les constats et les conclusions de l'évaluation finale ainsi que sur la consultation avec les informateurs·trices clés. Chaque entretien a vérifié les perceptions des différentes parties prenantes concernant les principales recommandations pour aider Entraide & Fraternité (EF) et ses organisations partenaires à discuter de leurs besoins.

2. Conclusion de l'évaluation

Pertinence

Le programme est pertinent et aligné sur les besoins et les priorités des publics cibles, notamment des coordinations régionales, paroisses, écoles, équipes de solidarité sociale, des plateformes et collectifs de sympathisants et bénévoles. L'accent a été mis sur les problèmes d'actualité et les évolutions futures sur les inégalités entre le Nord et le Sud notamment la dette des pays du Tiers Monde, la sécurité et la souveraineté alimentaires, ainsi que les changements climatiques. Le programme a ciblé spécifiquement les interventions de plaidoyer politique sur les enjeux mondiaux qui touchent les questions d'accaparement des terres, la sécurité alimentaire, la promotion de l'agroécologie et la souveraineté alimentaire pour les pays enrichis et appauvris. Le programme s'aligne aux priorités des organisations partenaires impliquées dans la lutte contre la faim, les inégalités Nord/Sud, la cohésion sociale, le climat et la promotion de l'agroécologie.

Le programme est pertinent au regard des liens entre les enjeux environnementaux et la justice sociale lesquels sont conformes aux priorités nationales ainsi qu'à la prise en compte des textes et législations existantes dans sa conception et sa mise en œuvre. Enfin, le programme s'aligne aux ODD et aux principaux objectifs et défis mondiaux. Les résultats attendus du programme sont pertinents et alignés sur les ODD (1, 2, 5, 8, 10, 12, 13 et 17).

Efficacité

Le programme a été efficace dans la réalisation de la plupart des résultats, de manière très satisfaisante, pour chaque groupe de résultats des OS1.1, 1.2 et OS1.3. EF et ses organisations partenaires ont fourni des efforts considérables pour atteindre les résultats prévus pour les volets chrétien, éducation, souveraineté et sécurité alimentaire, et plaidoyer politique. Ces résultats obtenus ont été rendus possible grâce à l'implication d'un nombre assez conséquent d'organisations partenaires et leur diversification sur l'ensemble des thématiques traitées, grâce à l'organisation de plaidoyer et de sensibilisation multiforme avec une forte médiatisation des campagnes pour susciter une réelle prise de conscience par les populations dans les pays enrichis et appauvris, grâce à la complémentarité et aux synergies entre EF et AVE, aux accords gouvernementaux et engagements politiques. Toutefois, des efforts additionnels sont nécessaires pour toucher davantage des décideurs·euses politiques afin de faire bouger les lignes.

L'efficacité du programme a également été facilitée par divers facteurs tels que la bonne coordination du pôle régional, la réorganisation de la coordination et le mécanisme de suivi et évaluation, la mise en place d'une unité d'accompagnement avec le développement du processus ECMS sur tout le programme pour la collecte et la diffusion des informations. D'autres facteurs comprennent la reconnaissance de l'agroécologie comme une stratégie gouvernementale pour la mise en place de l'agriculture durable avec sa composante appui au changement climatique, la promotion et la distribution de documentation, le partenariat avec les organisations partenaires des pays appauvris dans la conduite des études sur les thématiques diverses. Néanmoins, certains facteurs négatifs ont entravé la réalisation du programme

parmi lesquels la pandémie de la Covid-19 qui a fortement impactée la phase de mise en œuvre en raison des restrictions gouvernementales, l'absence de clarté dans la répartition des objectifs spécifiques par région et par coordination, et le vieillissement des équipes de volontaires qui sont pour la plupart âgés de +50 ans. Il est de plus en plus difficile de trouver des personnes/volontaires pour porter les activités particulièrement sur le volet chrétien.

Efficiences

L'efficacité du programme est très appréciée avec un taux d'absorption de +100% dans le respect des prévisions budgétaires. Le programme a été efficace dans sa capacité à développer une solide coordination pour utiliser de manière optimale les ressources disponibles et livrer les résultats obtenus dans les délais. La gestion du programme a été capable de s'adapter aisément aux contraintes opérationnelles y compris pendant la Covid-19. Des synergies et collaborations entre les organisations partenaires ont été mises à profit pour optimiser les dépenses notamment dans le partage des expériences sur les coûts existants, dans une approche de mise en œuvre harmonisée à travers les mécanismes de planification annuelle mis en place en début de programme malgré des financements limités pour couvrir d'autres besoins tels que le recrutement du personnel à temps plein. Les ressources financières ne permettent pas d'employer plus de volontaires pour réduire le temps de travail. Il existe une inadéquation de ressources humaines vis-à-vis du volume de travail, ce qui induit l'emploi des travaux en mi-temps ou temps partiel ; et moins de temps de travail avec EF pour favoriser le développement de nouvelles activités à cause de la rareté des bénévoles et le vieillissement des équipes paroissiales.

Durabilité

Le potentiel de viabilité financière du programme réside dans l'aptitude des deux organisations partenaires (EF et AVE) à mobiliser les ressources. Les volets thématiques s'alignent aux exigences de financement de la DGD et par conséquent, renforcent les changes de ces organisations partenaires à lever des fonds. Des efforts significatifs ont été déployés pour faire évoluer l'assimilation des contenus sur le volet chrétien, de l'éducation, du développement de l'agroécologie et du plaidoyer politique sur des thématiques qui font l'actualité, à l'instar des problématiques de la dette des pays appauvris, des inégalités Nord/Sud, et des crises politiques très fréquentes dans les pays partenaires du programme. Le programme continue de susciter l'engouement et l'engagement des volontaires et acteurs de relais en paroisses dans les activités développées. EF a réussi à bâtir un réseau de volontaires engagés, et dont la plupart d'entre eux-elles sont adaptés au contexte de travail.

L'autonomisation des organisations partenaires est assurée par le développement du travail en réseau. Le programme adapte les besoins aux réalités pour assurer leur durabilité en renforçant le processus d'appropriation des acquis obtenus. Cependant, les actions de plaidoyer nécessitent des investissements dans le long terme y compris ceux axés sur l'accapement des terres au Sud. On note aussi un haut degré de conscience politique de certains groupes de volontaires, ce qui permet de soutenir des actions à effets durables pour réduire les inégalités Nord/Sud. La viabilité technique est fortement soutenue par l'écoute des publics cibles, la provision des contenus et apprentissages nouveaux, ainsi qu'une bonne lecture des enjeux systémiques par les publics cibles. L'évaluation note que les enseignantes ne sont pas intéressées à rejoindre un groupe relais régional car ils n'ont pas de sentiment d'appartenance mais bien un intérêt pour les thématiques et les enjeux. Ainsi, le programme gagnerait à continuer de travailler avec ces dernières et à renforcer leur capacité à utiliser et transmettre des outils et contenus mais sans en faire des groupes relais identifiés. Des stratégies fonctionnelles, comme le développement des études et états des lieux, l'existence des accords gouvernementaux, permettent de soutenir l'appropriation et de récolter des retombées positives auprès des décideuses politiques.

Impact

L'évaluation n'a pas identifié d'effets négatifs dus aux changements enregistrés. Par contre, les effets positifs directs comprennent les changements obtenus sur le plan sociopolitique grâce aux partenariats

et synergies multi-acteurs en termes de prise de conscience des organisations partenaires des pays enrichis et appauvris dans la lutte contre les inégalités, le phénomène d'accaparement de terres (RDC, Haïti et Madagascar) et la sécurité alimentaire pour tou-tes. La résilience des producteurs-trices des pays appauvris a été renforcée grâce aux collaborations avec le secteur agricole en Belgique sur l'utilisation des approches agroécologiques. Toutefois, il faut du temps pour que des changements notables soient considérables dans la mesure où les changements de mentalité sont difficiles à percevoir à court terme. Les moyens d'existence de plusieurs familles des organisations paysannes des pays appauvris ont été améliorés grâce aux activités sur la promotion des approches agroécologiques. Sur le plan environnemental, les campagnes annuelles sur la justice climatique ont permis d'aborder des enjeux globaux, lesquels questionnent un modèle de développement générateur d'inégalités. Les outils de campagne sur la justice climatique ont été diffusés sous forme d'enveloppe de documentation et de kits de communication numérique en 2020 à cause de la pandémie liée à la Covid-19. L'accord UE-Mercosur ou le Traité de la Charte de l'Énergie mettent en évidence les impacts de la libéralisation accrue de l'économie tant sur l'agriculture familiale que sur la protection de l'environnement. Les aspects sociaux et environnementaux sont toujours associés dans les messages.

En outre, le programme a contribué à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes en assurant un équilibre grâce à la réactivation de la commission genre au sein d'EF. Des formations sur le genre sont dispensées aux permanent-es d'EF. Cependant, la prise en compte transversale et systématique des inégalités de genre dans les thématiques de plaidoyer reste un défi à cause du manque de temps en interne. La marginalisation des femmes est davantage abordée dans les activités liées au thème de l'accès au foncier, en lien avec les organisations partenaires des pays appauvris (Philippines, RDC et Haïti). Enfin, les organisations partenaires ont fourni des efforts dans l'application des principes de genre dans les spots de communication. Une attention particulière a été accordée à la participation des filles autant que des garçons dans les activités et les prises de parole.

Covid-19

La pandémie de la Covid-19 a eu un impact négatif sur les résultats obtenus en raison du confinement et des restrictions (déplacements et voyages). Cela a entraîné des difficultés pour partir en mission de suivi de proximité mais a eu moins d'impacts sur le travail en amont en raison de l'annulation fréquente des réunions et de la limitation du temps de travail. Diverses réunions, y compris la coordination habituellement effectuée par EF, ont été largement affectées par ces restrictions de voyage. La plupart des travaux ont été effectués à distance, y compris les réunions. La connexion à l'Internet était rendue difficile en raison de sa lenteur et des connaissances limitées de certaines organisations partenaires à travailler à distance. Plusieurs volontaires et bénévoles, les plus âgés, ont eu du mal à s'adapter à cette nouvelle forme de travail : certains ont simplement abandonné alors que d'autres ont choisi de travailler exclusivement en présentiel lorsque le contexte sanitaire le permettait.

EF et ses organisations partenaires ont fait preuve d'une grande adaptation aux mesures Covid-19 avec l'adoption d'une nouvelle façon de travailler. L'équipe du programme est passée à la plateforme en ligne, y compris dans le développement des contenus pour soutenir les activités de plaidoyer, l'adoption d'un système de suivi et évaluation à travers l'utilisation de nouvelles technologies pour éviter d'exposer la vie des populations. Ces outils et logiciels offrent la possibilité de convoquer des réunions avec un grand nombre de participant-es. Le programme a par ailleurs adopté des formats de travail divers, en format distanciel ou présentiel, mais pas de format hybride même si le format en présentiel est plus dynamique et plus performant. L'équipe de gestion a été réduite avec la mise en chômage économique de plusieurs membres du personnel chez EF (27,5%), et donc a suscité des réunions de crises et l'adoption de mesures palliatives.

La pandémie a aussi provoqué du stress et de fortes émotions, en particulier pour le suivi des activités. Par conséquent, la planification du programme a été différée pendant la Covid-19 car il a fallu plus de temps que d'habitude et de la patience pour préparer même une activité de formation. Néanmoins, le

plaidoyer d'EF a mis en évidence le lien entre la pandémie, la protection de l'environnement et la souveraineté alimentaire. La crise de la Covid-19 a démontré les fragilités du système alimentaire mondial, notamment son manque de résilience. Bien que le travail à distance n'ait jamais été un choix, la nouvelle façon de travailler n'est pas durable.

3. Recommandations et réponse managériale : rapport du Volet Nord

Responsable de rédaction de la réponse managériale : Quentin Hayois, Valérie Martin et Renaud Vivien		
Recommandation 1 :		
A partir d'une approche participative et inclusive, EF devrait continuer à engager ses organisations partenaires dans la conception et la mise en œuvre du futur programme sur les mêmes volets en prenant en compte les orientations suivantes :		
<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir des résultats du programme doit continuer d'être alignée : d'une part, sur les priorités des publics cibles lesquelles doivent être mises à jour en fonction de l'évolution de l'actualité autour des thématiques retenues ; et d'autre part sur les priorités des organisations partenaires, les politiques et législations nationales et internationales, ainsi que sur les ODD spécifiques. • Maintenir l'ancrage dans les régions notamment avec le renforcement d'initiatives de transition ou alternatives lesquelles doivent être accompagnées des réalités et/ou des contextes locaux. • Equilibrer l'utilisation des ressources (services minimums) par l'implication des bénévoles où ils existent et former davantage les volontaires sur les injustices dans le monde, ceci pourrait permettre d'alléger la charge de travail par bénévole/volontaire et susciter leur motivation à collaborer. • Améliorer le mécanisme de gestion axée sur les résultats en mettant plus d'attention sur le suivi des cibles d'indicateurs de résultats dans les activités de rapportage et d'évaluation (intérimaire/mi-parcours ou périodique). Ainsi, il sera plus facile d'apprécier la performance du programme en fin d'exercice. 		
Réponse managériale : d'accord avec cette recommandation.		
Si en désaccord avec la recommandation ou si partiellement d'accord, pour quelle raison ? N/A		
Action(s) prévue(s):	Département(s) ou personne(s) responsable(s)	Date de réalisation prévue
Le programme DGD-EF 2022-2026 a bien été conçu en tenant compte des priorités de nos publics-cibles (en accordant une attention particulière à divers groupes plus vulnérables), celles de nos organisations partenaires des pays appauvris, comme le souligne notamment l'avis des examinateurs·trices du nouveau programme DGD. Ce même avis confirme également que notre action s'inscrit dans la poursuite de plusieurs ODD, des divers documents stratégiques de la coopération (belges, européennes et internationales) avec un accent fort sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mais aussi de l'éducation au développement, de l'environnement, du changement climatique et du genre.	Département Education et Service politique	Le suivi de notre programme DGD sera réalisé pendant toute la période 2022-2026
Le maintien de l'ancrage régional reste acquis. Un renfort des liens avec les référent·es en écologie intégrale des diocèses et des acteurs-relais paroissiaux a été établi dans le programme 2022-2026.	Département Education	Durée du programme 2022-2026

Le volet conscientisation de nos volontaires et des acteurs du milieu chrétien et associatif sera renforcé, notamment par la production d'un outil de référence utile à la conduite des campagnes thématiques et de nos processus d'ECMS.	Département Education et Service Politique	Durée du programme 2022- 2026.
L'implémentation et l'utilisation du Customer Relationship Manager (CRM) renforceront le mécanisme de suivi de la gestion axée sur les résultats. De la même manière, la constitution d'un groupe interdépartementale "Suivi Evaluation Apprentissage" sera de nature à renforcer la capitalisation de compétences au sein de l'association.	Département Education - DCRF - Département Partenariat international	Durée du programme 2022- 2026.

Recommandation 2 :

Le futur programme doit continuer d'accorder une attention particulière sur les mécanismes de plaidoyer. Pour cela, il faudra :

- renforcer les collaborations avec le service politique en capitalisant les expertises des coordinations locales (Capitaliser les acquis pour mieux informer sur la vision des interventions de plaidoyer) ;
- développer davantage des lobbyings sur la promotion de l'agroécologie dans les pays enrichis afin de lever des fonds pour soutenir davantage le développement des pratiques agroécologiques dans les pays appauvris ;
- encourager les volontaires/bénévoles à se mobiliser et pousser les organisations partenaires à savoir qu'ils ont de la valeur comme des acteurs de changements ;
- mettre l'accent sur un processus de conscientisation (entre autres, par le renforcement du volet formation) afin d'aller plus loin dans l'appropriation des contenus et pousser le public à se mobiliser davantage. A ce titre, une attention particulière devra être accordée à l'implication des médias les plus suivis pour renforcer la visibilité du travail politique et donc toucher un public assez grand et diversifié ;
- travailler sur des sujets comme les combats culturels pour faire vivre des thématiques viables, explorer et exploiter les opportunités qui s'y greffent ; et considérer des enjeux transversaux majeurs (accord de libre-échange, la dette, justice climatique, etc.) et des questions de la décolonisation sans perdre de vue les exigences du programme ;
- renforcer les communications sur le plaidoyer par l'introduction de petites capsules sur une ou plusieurs problématiques pour intéresser ou toucher de nouveaux publics (créneau qui peut faire bouger les lignes). Le dynamisme des permanent-es serait un atout dans la conception et la diffusion des outils innovants.

Réponse managériale : d'accord avec cette recommandation.

Si en désaccord avec la recommandation ou si partiellement d'accord, pour quelle raison ? N/A

Action(s) prévue(s):	Département(s) ou personne(s) responsable(s)	Date de réalisation prévue
Un renforcement des collaborations entre le Service Politique et le Département Education en vue de sensibiliser – conscientiser – et mettre en action les publics cibles est à l'œuvre (travail sur des outils et contenus pédagogiques, collaboration plus régulières et mieux structurées autour de conférences, webinaires, etc.). Il est également prévu d'associer plus régulièrement le Service Politique pour des moments de formations des permanent-es et volontaires de l'association travaillant en régions (préparation des campagnes annuelles, organisation de moments de formations à destination des coordinations régionales) travaillant en régions.	Service politique et Département Education	Durée du programme 2022- 2026.

<p>A travers son plaidoyer, EF influence les responsables politiques pour qu'ils et elles mettent en place un cadre politique promouvant des systèmes agroécologiques. Ce cadre passe principalement par l'adoption de réglementations nationales et internationales touchant au commerce international et par des mesures pour alléger les dettes des pays appauvris. De tels allègements libéreront alors des fonds nécessaires pour le financement de politiques orientées vers la souveraineté alimentaire.</p>	<p>Service politique et Département Education</p>	<p>Durée du programme 2022-2026.</p>
<p>La vision de l'agroécologie portée par EF contient une forte dimension sociale et culturelle. En effet, l'agroécologie doit donner la priorité à la production d'aliments basés sur la culture locale. Pour y parvenir, il est nécessaire de changer les règles du commerce international qui poussent notamment les pays à se spécialiser dans des cultures d'exportation au détriment des productions vivrières correspondant à la culture locale.</p>	<p>Service politique et Département Education</p>	<p>Durée du programme 2022-2026.</p>
<p>EF compte réaliser davantage de petites capsules vidéo pour notamment accompagner nos études et analyses chaque année.</p>	<p>Service politique et Département Education DCRF</p>	<p>Durée du programme 2022-2026.</p>

Recommandation 3 :

Le programme doit intégrer le genre comme un axe transversal et prioritaire. Par exemple, il est recommandé de :

- consacrer des actions ou certains résultats au genre pour le développement des activités spécifiques aux femmes (formations spécifiques, émissions radios/télé, et plaidoyers uniquement pour les besoins spécifiquement femmes) ;
- continuer de promouvoir une approche sexospécifique dans toutes les composantes du programme en encourageant une forte participation des jeunes, des femmes et des hommes dans la promotion de l'égalité des sexes au sein du programme.
- développer des mécanismes pour intéresser davantage de jeunes afin d'assurer le relais dans la mesure où la plupart des volontaires et bénévoles sont des personnes de 3e âge.

Réponse managériale : d'accord avec cette recommandation.

Si en désaccord avec la recommandation ou si partiellement d'accord, pour quelle raison ? N/A

Action(s) prévue(s):	Département(s) ou personne(s) responsable(s)	Date de réalisation prévue
<p>Dans le nouveau programme DGD, EF compte renforcer son travail sur le genre. A cet effet, par exemple, plusieurs indicateurs sexo-spécifiques ont été définis pour mesurer nos résultats en termes de plaidoyer. Pour y parvenir, en 2022, une nouvelle personne au Service politique (à mi-temps) sera recrutée, dont la tâche principale sera d'assurer la transversalité du genre dans nos activités de plaidoyer. Elle collaborera aussi activement à la Commission genre d'EF (commission composée de manière mixte par des externes et internes à EF et coordonnée par un membre du Département Education et la Secrétaire générale) pour que le genre soit également pris en compte dans tous les départements d'EF et dans les activités publiques que l'ONG organisera pendant la durée du programme. Au programme en 2022, il est prévu de continuer le processus d'auto-évaluation et de formation par l'ONG le</p>	<p>Service Politique Département Education Commission genre d'EF</p>	<p>Durée du programme 2022-2026</p>

Monde Selon les Femmes (MSF). Après avoir mené une réflexion globale sur l'intégration du genre chez EF, le MSF accompagne les différents départements afin de répondre au mieux à leurs besoins spécifiques identifiés.		
Afin d'intéresser davantage de jeunes, EF commencera à travailler avec les acteurs du secteur de la jeunesse en vue de les conscientiser et de les former aux thématiques de travail et à leurs enjeux. Ils et elles seront accompagnés pour passer à l'action afin qu'ils et elles puissent à leur tour sensibiliser et conscientiser leurs publics. Une stratégie de "recrutement" de volontaires enseignant-es sera menée en collaboration avec le réseau de pastorale scolaire pour les renouveler.	Département Education Pôle Jeunes	Durée du programme 2022-2026.

Recommandation 4 :

Il est recommandé de continuer l'approche de travail et de gestion basée sur le partenariat multi-acteurs en développant les points d'appui suivants :

- renforcer les contributions des organisations partenaires dans l'encadrement des petites associations, par exemple, en optant pour des approches de parrainage ou de tutorial pour plus de complémentarité dans un partenariat gagnant-gagnant ;
- garder le Groupe de Relais National (GRN) tout en examinant la nécessité d'abandonner le Groupe de Relais Régional (GRR) ;
- maintenir et développer des conventions de collaboration pour continuer d'élaborer les cadres stratégiques de travail commun ;
- maintenir et développer les relations humaines en impliquant des personnes qui peuvent et veulent partager leur savoir-faire pour soutenir l'ensemble des volets thématiques, ce qui permettra de bénéficier de l'avantage comparatif que pourrait apporter chaque participant-e ;
- poursuivre le travail en réseau national et international pour renforcer la collaboration multi-acteurs indispensable pour influencer davantage les décideurs-euses politiques avec plus de poids et crédibilité. Il a été noté que la collaboration au sein d'un réseau international renforce l'articulation Nord-Sud à des niveaux différents à travers une 'approche chaîne' (local, régional, national, européen/international).

Réponse managériale : d'accord avec cette recommandation.

Si en désaccord avec la recommandation ou si partiellement d'accord, pour quelle raison ? N/A

Action(s) prévue(s):	Département(s) ou personne(s) responsable(s)	Date de réalisation prévue
Le travail avec des GRR est bien abandonné au vu du manque de demande de la part des enseignant-es (pertinence). Néanmoins, la priorité reste placée sur le GRN (pour mémoire, ce groupe rassemble des volontaires proches travaillant à la réalisation des missions d'ECMS en milieu scolaire) qui continuera à renforcer ses capacités et son travail dans la réalisation des objectifs de sensibilisation, conscientisation et mobilisation au niveau du public scolaire. Il sera inclus dans la réflexion et la conception des modules d'animation.	Département Education Pôle Jeunes	Durée du programme 2022-2026
Des conventions de collaboration avec d'autres associations ont été conclues et annexées au programme DGD 2022-2026 (AIA, MWA, CCF, CC, CETRI, CSIC, CJP).	Service Politique et Département Education	

Recommandation 5 :

Maintenir et renforcer les échanges d'expériences et d'expertises entre les organisations partenaires sur les thématiques d'éducation, la faim (sécurité alimentaire), les questions d'accaparement des terres à travers des connections sous forme de Peer-to-Peers entre les pays appauvris et enrichis. Ces échanges pourront également continuer d'intégrer :

- le développement des journées communes notamment avec les volontaires enseignant·es, la formation en commun sur des thématiques y compris l'agroécologie ;
- la participation des jeunes dans les écoles pour les conscientiser davantage sur les sujets communs via les thématiques du programme avec des visites d'échanges entre jeunes bénévoles des pays enrichis et ceux des pays appauvris ; ceci pour leur permettre de découvrir, par exemple, l'ampleur de la diversité existante dans les pays enrichis et appauvris, pour qu'ils et elles deviennent eux·elles-mêmes des démultiplicateurs ou potentiels agents de changement.

Réponse managériale : d'accord avec cette recommandation.

Si en désaccord avec la recommandation ou si partiellement d'accord, pour quelle raison ? N/A

Action(s) prévue(s):	Département(s) ou personne(s) responsable(s)	Date de réalisation prévue
<p>Les enseignant·es continueront d'être conscientisé·es et renforcé·es dans leurs pratiques via des temps d'échanges, lors de temps de formation sur nos thématiques, de rencontres inter-écoles et d'échanges avec nos organisations partenaires.</p> <p>Des réunions de travail autour des freins structurels à l'agroécologie avec les réseaux belges dans lesquels EF est investi et nos organisations partenaires des pays appauvris (lors de leur venue en Belgique principalement pendant les campagnes de Carême) seront coorganisées. De telles rencontres permettront d'échanger en profondeur sur les situations politiques vécues et les stratégies développées pour y faire face ou les contrer.</p>	<p>Département Education Pôle Jeunes Service Politique</p>	<p>Durée du programme 2022-2026</p>
<p>Les jeunes dans les écoles continueront à être conscientisé·es aux interdépendances Nord-Sud à travers des modules d'animation. Un voyage de rencontre, dans un pays appauvri, sera réalisé régulièrement dans les années à venir (un voyage par an) afin de permettre aux jeunes de découvrir l'ampleur de la diversité, les défis communs au niveau des droits humains et des ODD ainsi que les questions de citoyenneté mondiale. Les pratiques d'ECMS seront partagées et capitalisées avec les organisations partenaires des pays appauvris.</p>	<p>Département Education Pôle Jeunes</p>	<p>Durée du programme 2022-2026</p>
<p>La collaboration avec les mouvements de jeunes pour le climat en Belgique sera renforcée notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - participant autant que possible aux mobilisations portées par ces mouvements et en veillant à lier la question climatique à la question sociale notamment sous l'angle des traités de commerce international (notamment le Traité UE-MERCOSUR qui constitue un frein structurel à l'agroécologie) ; - invitant des représentant·es de ces mouvements à participer à nos mobilisations et en les encourageant à réaliser des capsules vidéo pour se joindre à des mobilisations sur nos thèmes. 	<p>Service Politique Département Education</p>	<p>Durée du programme 2022-2026</p>